



Déclaration Liminaire

F2S76
NORMANDIE

DU 7 OCTOBRE 2025

14 HEURES, 02 MINUTES



14 heures et 02 minutes. C'est la durée de vie du gouvernement LECORNU, nommé partiellement dimanche soir à 19h40, puis démissionnaire le lendemain matin dès 09h42. Depuis 27 jours, le Premier Ministre cherchait à composer son équipe de « rupture » qui connaît finalement une fin bien plus rapide que ne pouvait l'imaginer même les spécialistes les plus pessimistes. Notre pays est aujourd'hui la risée du monde. Il traverse depuis de nombreux mois désormais une crise sans précédent aux multiples facettes : politique, économique, sociale, diplomatique...

La faute à qui ? À quoi ? La faute à l'obstination d'un homme qui, perché seul au sommet de l'État, continue de croire qu'il peut contraindre quiconque et avancer à marche forcée, comme s'il demeurait l'unique maître à bord d'un bateau qu'il est le seul à ne pas voir qu'il est en train de sombrer...

L'obstination, les belles promesses et l'absence d'écoute, voire de considération, ne sont cependant pas l'apanage du seul chef de l'État dans notre pays. Preuve en est, l'ordre du jour de la présente F2S76 où le projet de déménagement du HAB (Havre Antifer Bureau) à la DIRM est soumis au vote des représentants du personnel... alors que l'emménagement effectif du service est déjà planifié pour... la semaine suivante. S'il fallait encore démontrer que l'administration ne considère les instances de dialogue social que comme des chambres d'enregistrement où la parole des représentants du personnel n'a pas d'importance, nous ne trouverions pas meilleur exemple ! Là aussi, les décisions sont prises à marche forcée. Qu'importent certaines remarques ou propositions émanant de ce côté-ci de la table !

Oui, ce déménagement satisfait la très grande majorité des collègues concernés. Oui, ils travailleront assurément dans des conditions bien plus favorables et agréables qu'actuellement. Oui, la qualité du travail des collègues du service immobilier, et plus globalement du Pôle Moyens et Ressources de la DI, dans l'aménagement de ce 3ème étage de la DIRM doit être reconnue et soulignée. Néanmoins, certaines difficultés doivent ici non seulement être soulevées, mais surtout être solutionnées.

Depuis des mois, avant même l'installation sur ce même plateau des Services de la CCL, de la CCR et du SRE, les organisations syndicales avaient alerté sur la problématique d'absence d'ascenseur pour desservir ce 3ème étage. L'administration avait alors évoqué le recours à un local situé au RDC pour accueillir les éventuels interlocuteurs à mobilité réduite. Quant à la réception des documents, ces derniers devaient être acheminés par les commis jusqu'aux services concernés, ou plus ponctuellement par les collègues du SEM.

Après quelques mois de fonctionnement, dire que l'organisation prônée initialement par l'administration est loin d'être optimale serait un doux euphémisme... L'accès au local PMR situé au RDC n'est possible qu'avec un code... dont personne n'a connaissance. De leur côté, les commis, las de monter les 3 étages, ne viennent tout simplement plus. Quant aux collègues du SEM, on peut comprendre aisément qu'ils n'aient pas envie d'être les dindons de la farce aux cuisses musclées. Mais cette problématique doit-elle pour autant peser sur les collègues

des services ex-post ? Avant déménagement, l'administration avait juré que non ! Monsieur le Président, sachez qu'une promesse est une dette dont il faut désormais vous acquitter !

L'ordre du jour prévoit enfin d'aborder le plan d'action mis en place à la BSEC du Havre, dans l'espoir partagé d'apaiser un climat devenu pesant. Malheureusement, nous faisons le constat que les services en difficulté sont de plus en plus nombreux au sein de la direction : du HSA au Bureau de Rouen-Fiscalités en passant par le Secrétariat Général de la DR Rouen ou la BSEC, la souffrance et le mal-être des collègues sont présents et ne connaissent pas toujours la même origine. Au train où vont les choses, il faudra bientôt recruter une seconde psychologue pour venir en aide à l'actuelle titulaire du poste, tant la charge de travail est colossale.

L'adage dit qu'il est préférable de prévenir plutôt que de guérir. Si l'écoute, le respect, le bon sens, la confiance et l'empathie pouvaient retrouver des lettres de noblesse en France, nous y gagnerions tous ! Et ce, à tous les niveaux de notre société !